

**ISRAËL ET TERRITOIRES OCCUPÉS /
AUTORITÉ PALESTINIENNE**

**Pour qu'un terme soit mis à la violence,
des observateurs internationaux doivent
être envoyés dans la région afin de
surveiller la situation des droits humains**
Index AI : MDE 15/095/02

première fois, en octobre 2000, des vies auraient pu être sauvées dans les deux camps. " Dix-neuf mois plus tard, 1 400 Palestiniens et plus de 400 Israéliens, dont plus de 350 civils, ont été tués. Le moment d'agir est vraiment venu ", a conclu Amnesty International. ●

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Après le terrible attentat suicide à l'explosif commis ce jour (mercredi 5 juin 2002) contre un car en Israël, Amnesty International a déclaré qu'il était indispensable que des observateurs internationaux dûment et clairement mandatés pour veiller au respect des droits humains soient envoyés dans la région.

Perpétré au moyen d'une voiture lancée contre un car au carrefour de Megiddo à 7 h 15, cet attentat suicide a tué au moins 16 Israéliens et blessé des dizaines d'autres. Au nombre des victimes figuraient de nombreux civils.

" Nous condamnons cet attentat et toute autre attaque ciblée contre des civils, a déclaré Amnesty International. Les homicides délibérés de civils sont contraires aux principes fondamentaux du droit humanitaire.

" Israël doit maintenant accepter que la communauté internationale envoie dans la région des observateurs internationaux chargés de s'assurer que toutes les parties au conflit respectent les droits humains. Comme les attaques appellent des représailles, le nombre d'homicides et de vies brisées ne cesse d'augmenter, dans un climat de destruction et de haine : il faut enrayer cet engrenage. "

Les Palestiniens des Territoires occupés sont victimes de violations de leurs droits fondamentaux, notamment de restrictions de leur liberté de mouvement (du fait des bouclages), de détentions arbitraires et de couvre-feux prolongés. L'absence de perspective d'amélioration, tant sur le plan politique qu'économique, conduit la population au désespoir. " Toutefois, rien ne saurait justifier le fait de prendre délibérément des civils pour cible ", a répété Amnesty International.

L'organisation a souligné que si des observateurs internationaux avaient été envoyés en Israël et dans les Territoires occupés lorsqu'elle l'avait demandé pour la

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>